

DECISION DU PRESIDENT N° 183-24

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DE MARCHÉ POUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA MAISON DE LA CAMBAUDIÈRE DE SAINTE-FLORENCE

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Considérant la nécessité de réaliser des travaux de mises aux normes relatifs à l'Assainissement Non Collectif de la maison située à la Cambaudière (Sainte-Florence),
Considérant la consultation lancée auprès de quatre candidats et le rapport d'analyse des offres,
Considérant l'offre de l'entreprise BADREAU de Bazoges-en-Paillers (85), pour un montant de 9 370.50 € H.T, comme l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché relatif aux travaux d'Assainissement Non Collectif de la maison située à la Cambaudière (Sainte-Florence) à l'entreprise BADREAU de Bazoges-en-Paillers (85), pour un montant de 9 370.50 € H.T.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Assainissement, opération 46.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 27 juin 2024

Le Président
Jacky DALLET